



PRÉFET DE LA DRÔME

Agence Régionale de Santé
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
Délégation de la Drôme
Pôle prévention et gestion des risques
Service Santé- Environnement

Courriel : ars-dr26-environnement-sante@ars.sante.fr
13 avenue M. Faure - BP1126 - 26011 Valence cedex

ARRÊTE N°26-2020-01-03-006 du 3 janvier 2020

Portant déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux,
et de l'instauration des périmètres de protection ;

Portant déclaration du prélèvement ;

Portant autorisation d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine pour la production
et la distribution par un réseau public ;

Concernant la source du Pas de l'Echelle
code BSS n° 08678X0003 / HY

sise sur la commune de CHALANCON
et exploitée par les communes de LA MOTTE CHALANCON et CHALANCON

Le Préfet de la Drôme,

Vu le Code de la Santé publique et notamment les articles L1321-1 à L1321-10 et R1321-1 à R1321-61,
Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L211-1, L214-1 à L214-6, L214-8, L215-13 et
R214-1 à R214-60,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau
destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la
santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées
à la consommation humaine mentionnées aux articles R1321-2, R1321-3, R1321-7 et R1321-38 du code de la
santé publique,

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux programmes de prélèvements et d'analyses du contrôle
sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R1321-10,
R1321-15 et R1321-16 du code de la santé publique,

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant
les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles
L214-1 à 6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la
nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié,

Vu le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres
de protection du 30 janvier 2015,



Vu les délibérations des communes de Chalancon le 21 juin 2018 et La Motte-Chalancon le 4 juillet 2018,

Vu l'avis de la délégation de la Drôme de l'Agence Régionale de Santé du 27 novembre 2018,

Vu l'arrêté préfectoral n°2019095-0005 du 5 avril 2019 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique (déclaration d'utilité publique) sur le projet d'autorisation et d'institution des périmètres de protection et des servitudes afférentes au captage le Pas de l'Echelle sis commune de Chalancon,

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée dans les mairies de Chalancon et de la Motte Chalancon du 16 mai au 6 juin 2019,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 11 juin 2019,

Vu le rapport et sur proposition de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS),

Vu l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de la Drôme du 19 décembre 2019,

Considérant que les besoins en eau destinée à la consommation humaine des communes de Chalancon et la Motte Chalancon énoncés à l'appui du dossier sont justifiés,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation, les installations de production du captage du Pas de l'Echelle et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine des communes de Chalancon et la Motte Chalancon,

Considérant qu'il convient de protéger la source du Pas de l'Echelle sise sur la commune de Chalancon et que dès lors la mise en place des périmètres de protection autour du captage ainsi que les mesures envisagées constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

CHAPITRE I : Déclaration d'utilité publique

Article 1 : Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice des communes de Chalancon et La Motte Chalancon:

- à titre de régularisation, les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel du captage du Pas de l'Echelle, sis sur la commune de Chalancon pour la consommation humaine ;
- Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour des ouvrages de captage, ainsi que les travaux qui s'y rapportent et l'institution des servitudes et réglementations associées pour assurer la protection des ouvrages et la qualité de l'eau.

Article 2 : Caractéristiques, localisation et aménagement du captage

Le captage du Pas de l'Echelle se situe au lieu-dit éponyme, à environ 350 m au nord de la mairie de Chalancon, sur la parcelle cadastrée n° 407 de la section B3.

Les coordonnées topographiques Lambert 93 sont : X = 886 412 ; Y = 6 382 016 et Z = 775 m.

La source du Pas de l'Echelle est captée par la commune de Chalancon depuis très longtemps. La commune de la Motte-Chalancon s'est vue attribuer une partie du débit de cette source par convention du 23 février 1971 avec la commune de Chalancon.

Le captage est constitué de 2 ouvrages en contrebas de la route RD135 qui chemine sur le versant droit du vallon. Ils sont directement accolés au mur de soutènement de la route.

Les venues d'eau sont captées entre 2,0 et 2,5 m sous la chaussée par un 1^{er} ouvrage en béton de 2,3 x 2,7 m et d'une hauteur intérieure de 0,90 m dont la fermeture est assurée par une dalle béton scellée. Celui-ci dessert Chalancon et un trop plein vers le 2^{ème} ouvrage situé 1 m en contrebas.

Ce 2ème ouvrage de 1,10 x 2,00 m pour une hauteur intérieure de 1,10 m est aussi réalisé en béton. Il est fermé par un capot de type "Foug" équipé d'une cheminée d'aération. Il dispose d'un départ vers la Motte Chalancon, d'un trop plein et d'une vidange de fond.

Travaux à réaliser :

Le gestionnaire équipe l'ouvrage de réception d'un capot en débord pour faciliter son ouverture. Ce capot doit être étanche à l'eau, et équipé d'un système de fermeture à clé.

Ces travaux sont réalisés dans un délai de 6 mois suivant la notification du présent arrêté préfectoral.

Article 3 : Conditions de prélèvement

La source du pas de l'Echelle émerge des calcaires du Tithonique, au dessus du contact des marnes du Jurassique moyen formant un substratum imperméable. Le caractère fissuré du massif induit la possibilité de fortes vitesses d'écoulement locales.

Article 4 : Indemnisations et droit des tiers

Le maître d'ouvrage indemnise tout propriétaire ou exploitant dont les terrains sont soumis à des servitudes nouvelles et dûment évaluées par suite de prescriptions particulières, imposées par la protection des points d'eau et de leurs ouvrages annexes faisant l'objet du présent arrêté et non prévues dans la réglementation en vigueur. L'indemnisation est examinée au cas par cas et doit être justifiée par un dommage direct, matériel et certain.

Article 5 : Périmètres de protection du captage

Les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignées sont établis autour des installations de captage. Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan parcellaire joint au présent arrêté (annexe I).

Article 5.1 : Dispositions communes aux périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée

I. Postérieurement à la date de publication du présent arrêté, tout propriétaire ou gestionnaire d'un terrain, d'une installation, d'une activité, d'un ouvrage ou d'une occupation du sol réglementé qui voudrait y apporter une modification, devra faire connaître son intention à l'autorité sanitaire en précisant les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ainsi que les dispositions prévues pour parer aux risques précités. Il aura à fournir tous les renseignements susceptibles de lui être demandés, et le cas échéant, l'avis d'un hydrogéologue agréé aux frais du pétitionnaire.

II. Toutes mesures devront être prises pour que les communes de Chalancon et de la Motte Chalancon ainsi que l'autorité sanitaire (Agence Régionale de Santé) soient avisées sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

III. La création de tout captage supplémentaire destiné à l'alimentation en eau potable devra faire l'objet d'une nouvelle procédure au titre des Codes de l'Environnement et de la Santé Publique et d'une nouvelle déclaration d'utilité publique.

IV. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

Article 5.2 : Périmètre de protection immédiate (PPI)

Il est défini un périmètre de protection immédiate tel que précisé sur le plan parcellaire et l'état parcellaire joints au dossier (annexes I et II). Il s'établit sur une surface de 10 m² aux dépends de la parcelle cadastrée n°407 pour partie, section B3 de la commune de Chalancon.

Ce périmètre a pour but de préserver le captage des risques de pollution directe ou de dégradation (protection physique).

Obligations :

- ce périmètre appartient à la commune de Chalancon qui le garde en pleine propriété pendant toute la durée d'exploitation du captage. Une convention de gestion est établie avec la commune de la Motte Chalancon.
- les ouvrages sont maintenus étanches et en bon état. Ils sont défendus contre l'intrusion par des fermetures inviolables interdisant l'accès à l'eau ;
- les eaux de ruissellement seront gérées autour des captages d'eau par :
 - la mise en place en bordure de voie d'un trottoir béton de hauteur standard ;
 - le trottoir peut être remplacé par le prolongement des murets existants
 - le rejet en aval des ouvrages de captage d'eau ;
- l'accès aux ouvrages est protégé le long de la route par une clôture prolongée de 2 m de chaque côté des ouvrages. L'accès est assuré par un portillon verrouillé.

A l'intérieur de ce périmètre de protection immédiate seront interdits :

- l'usage de tout produit de traitement ou désherbage ou d'amendement ;
- toute activité non strictement nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien des ouvrages ;
- tout stockage ou dépôts ;
- tout déversement d'eau.

Ne sont autorisées que :

- les opérations d'entretien des ouvrages de captage ;
- les opérations d'entretien régulier de la végétation par fauchage ou broyage y compris avec des engins mécanisés ;
- les opérations nécessaires à la recherche ou à la protection d'eau potable publique.

Toutes activités autres que celles nécessaires à l'entretien, à l'exploitation et au renouvellement des installations de ce captage y sont interdites.

Article 5.3 : Périmètre de protection rapprochée (PPR)

Il est défini un périmètre de protection rapprochée tel que précisé sur le plan et à l'état parcellaire joints (annexes I et II). Il s'établit sur une surface de 58 ha environ sur la commune de Chalancon, couvrant une partie du bassin d'alimentation.

Des travaux d'aménagement de la route sont réalisés . Ils concernent:

- l'absence d'écoulement des eaux de ruissellement sur les décanteurs par la pose de bordures de trottoir coté ravin ;
- l'aménagement du raccordement entre la voirie et le pied de falaise par une liaison imperméable soignée empêchant l'eau de ruissellement d'atteindre le pied de la falaise ; cet aménagement est soumis à l'avis de la direction des déplacements du Conseil Départemental et de l'ARS ;
- la mise en place d'une solution de rejet des eaux dérivées 5 m en aval des captages (en aval de la barbacane active) en s'assurant que l'écoulement dans le ravin n'ait pas de retour sur les captages ;

A l'intérieur de cette zone, sont interdits :

les activités ou faits susceptibles de créer des foyers importants de pollution des sols ou des eaux, ponctuels ou diffus, et en particulier :

- l'implantation nouvelle d'installations potentiellement polluantes pour les sols ou les eaux, y compris les habitations sachant qu'il n'existe ni habitation ni bâtiment à vocation agricole sur périmètre ;
- l'implantation nouvelle d'installations classées pour la protection de l'environnement, industrielles ou agricoles, y compris élevage hors sol, présentant un risque de pollution des eaux souterraines, sachant qu'il n'y en a pas actuellement sur le périmètre ;
- les stockages et dépôts, même temporaires, de produits fermentescibles, toxiques ou radioactifs et de façon générale de tous produits chimiques et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- les dépôts d'hydrocarbures liquides (même temporaires à l'usage de l'exploitation forestière) ;
- les stockages ou dépôts au champ, même temporaires, de fumiers et composts ;
- la réinjection d'eau de toute nature ;
- le rejet au milieu superficiel ou l'épandage agronomique d'eaux usées ou de boues d'origine domestique, agricole ou industrielle ;

- l'épandage agronomique d'engrais chimiques liquides, de lisiers ou de purins, susceptibles de migrer massivement avec les eaux de ruissellement et d'infiltration en cas de déversement accidentel ou de conditions climatiques défavorables ;
- la création de parcs d'élevage ;
- la création de canalisation de transport de fluides potentiellement polluants à travers le PPR : pluvial, oléoducs, conduites d'assainissement...
- le stockage et l'utilisation de produits phytosanitaires.

Les aménagements ou activités susceptibles de favoriser les infiltrations rapides ou l'érosion et d'affaiblir la protection naturelle des eaux souterraines, et en particulier :

- l'ouverture de carrières pour l'exploitation des matériaux du sol et du sous-sol, le creusement d'excavations de plus de 1,5 m de profondeur, sauf travaux justifiés qui seront soumis à autorisation préalable de l'autorité sanitaire, l'emprunt de matériaux, ou le remblaiement d'excavation existantes ;
- la recherche et l'exploitation des eaux souterraines par forage ou puits (autres que celles destinées à assurer le renouvellement éventuel de l'équipement communal ou des ouvrages privés déclarés et autorisés à la date de l'arrêté ;
- l'établissement de dispositifs d'irrigation ;
- la création de retenues d'eau ;
- les forages de reconnaissance ou d'exploitation géothermique ; l'implantation d'éoliennes ;
- le défrichage des zones boisées (sauf travaux de moins de 0,5 ha nécessités par l'aménagement), le dessouchage et le sous-solage à une profondeur de plus d'un mètre ;
- la création de chemins ou de pistes hors démarche d'aménagement réglementée ci après.

Et d'une manière générale tous faits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraine.

Sont réglementés :

L'exploitation forestière :

- L'aménagement à travers le PPR d'infrastructures nécessaires à la défense de la forêt contre l'incendie ou à la gestion du massif, et en particulier l'ouverture de pistes est soumis à l'accord préalable des services de l'état chargés de la réglementation forestière et à l'autorité sanitaire (ARS) qui peut demander l'étude des impacts sur la source pour le passage de points singuliers. L'accès est limité aux seules nécessités de protection et de gestion du massif. Les pistes et les traines de débusquage sont remises en état (coupures d'eau, ornières ...) immédiatement après chaque campagne d'utilisation;
- L'exploitation forestière privilégie les méthodes favorisant la pérennité du couvert forestier et la préservation de l'intégrité des sols, elles sont définies dans un Plan Simple de Gestion validé. Les orientations souhaitables sont : futaie irrégulière par bouquet ; exploitation des boisements sans pratique intensive de dessouchage et de défonçage des parcelles boisées ; gestion prudente des coupes à blanc (risque de ruissellement et d'érosion) ; débusquage et débardage sans endommager les sols et les chemins;
- L'usage des intrants et des traitements font l'objet d'une gestion concertée ;
- Déclaration en mairie des travaux forestiers potentiellement impactant (exploitation, débardage, aménagements...) impliquant des superficies de plus de 1 ha.

• **Voies de circulation :**

Aménagement de la route départementale RD 135 :

Tout projet de modification de la route départementale RD 135 dans la traversée des périmètres de protection immédiate et rapprochée est soumis à autorisation de l'autorité sanitaire. Celle-ci peut demander des études complémentaires visant à évaluer l'impact des travaux sur le captage.

• **Transit et travaux sur les routes départementales RD 135 et RD 627 :**

Les routes départementales RD 135 et RD 527 sont interdites au transit des produits dangereux sur les portions incluses au périmètre de protection rapprochée. Le transport n'y sera toléré que pour une livraison locale.

Article 5.4 : réglementations instituées dans le périmètre de protection éloignée

Le périmètre éloigné s'étend sur la commune de Chalancon en amont et en latéral du périmètre de protection rapproché. Il s'établit sur une surface de 26 ha environ et définit une aire sur laquelle une attention particulière doit être apportée aux activités et notamment :

- tout projet de travaux d'urbanisation, d'excavation, de forage ou de modification du réseau hydrographique dans ce périmètre doit donner lieu à une attention particulière sur les risques sanitaires et les modifications des conditions d'écoulement ;
- toute intervention ou incident doit faire l'objet d'une analyse rapide des conséquences potentielles sur la ressource en eau potable du Pas de l'Echelle.

Article 5.5 : Maîtrise foncière et de l'occupation des sols dans le périmètre de protection rapprochée

Droit de préemption urbain :

Conformément aux dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L.211-1 du code de l'urbanisme. Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L.213-3 du code de l'urbanisme.

Droit de prescription des modes d'utilisation du sol :

Conformément aux dispositions de l'article R.1321-13-4 du Code de la Santé Publique,

I. La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, celles-ci ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

II. La notification prévue au I est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

CHAPITRE II : Autorisation, traitement, distribution de l'eau

Article 6 : Prélèvement

Les communes de Chalancon et La Motte Chalancon sont autorisées à prélever et à dériver une partie des eaux souterraines au niveau de la source du Pas de l'Echelle sise à Chalancon dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Les débits maximum d'exploitation autorisés sont :

- débit horaire maximum : 21,8 m³/h,
- débit maximum journalier : 522 m³/jour,
- volume maximum annuel : 72300 m³/an.

Article 7 : traitement de l'eau

La qualité bactériologique de l'eau présente des contaminations bactériologiques qui nécessitent la mise en place d'une filière de traitement de désinfection de façon à sécuriser la qualité de l'eau distribuée.

Un dossier préalable de demande d'autorisation préfectorale est déposé auprès de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, conformément à l'article R.1321-6 du Code de la Santé Publique.

Le traitement de désinfection est mis en service dans le délai maximal de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Article 8: Matériaux du réseau

Le demandeur utilise des matériaux entrant au contact de l'eau conformes aux dispositions de l'article R1321-48 du code de la santé publique.

Les canalisations et branchements publics en plomb sont remplacés.

Article 9 : Conception et entretien du réseau de distribution

Les ouvrages de distribution (réservoirs, bâches, trop pleins, etc.) sont conçus, réalisés et entretenus de manière à empêcher l'introduction ou l'accumulation de micro-organismes, de parasites ou de substances susceptibles d'être à l'origine d'une dégradation de la qualité de l'eau.

L'ensemble des portes d'accès aux réservoirs, bâches est cadenassé.

Les réservoirs doivent être vidés, nettoyés, désinfectés et rincés au moins une fois par an.

Article 10 : Contrôle sanitaire

Le contrôle sanitaire est réalisé aux frais du demandeur, suivant la fréquence imposée par le code de la santé publique et ses arrêtés d'application.

L'ARS peut moduler les fréquences du contrôle au vu des résultats d'analyses.

Article 11 : Surveillance

Conformément à l'article R1321-23 du code de la santé publique, le demandeur est tenu de surveiller en permanence la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

Cette surveillance comprend :

- la vérification régulière des mesures prises pour la protection de la ressource utilisée et du fonctionnement des installations ;
- un programme de test et analyses effectué sur des points déterminés en fonction des dangers identifiés que peuvent présenter les installations ;
- la tenue d'un fichier sanitaire recueillant l'ensemble des informations collectées à ce titre. Ce fichier, consultable par l'ARS, présente en particulier et dans un ordre chronologique, les dates de vérification du fonctionnement des installations de production et les opérations de maintenance.

Dans le cadre de la surveillance, le demandeur veille au bon fonctionnement et à l'entretien des systèmes de production et de distribution d'eau. Il est responsable de la qualité de l'eau utilisée.

Un point de prélèvement est disponible pour le prélèvement de l'eau brute du captage et l'eau traitée en sortie de station. Ces points doivent être clairement identifiés. Les points de prélèvement sont aménagés de façon à disposer d'une eau de qualité représentative et à pouvoir être facilement purgés. Ils disposent d'un embout pouvant être flambé.

Article 12 :

Le demandeur inspecte les ouvrages aussi souvent que de besoin.

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité de l'eau captée ou distribuée, sur le captage, ses équipements ou ses périmètres de protection, est porté à la connaissance du préfet et de l'autorité sanitaire (ARS).

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, le demandeur prévient la Délégation de la Drôme de l'Agence Régionale de Santé, dès qu'il en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites aux frais de l'exploitant.

Tout dépassement des normes de qualité fait l'objet d'une enquête du responsable de la production et de la distribution de l'eau pour en rechercher l'origine. En cas de persistance de ces dépassements, la présente autorisation peut être retirée.

CHAPITRE III : Dispositions diverses

Article 13 : Respect de l'application du présent arrêté

Le bénéficiaire du présent acte d'autorisation et de déclaration d'utilité publique veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Tout projet de modification du système de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine sur le périmètre couvert par la commune de Chalancon est déclaré au préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

Article 14 : Délai et durée de validité

Les installations, activités, dépôts, ouvrages et occupations du sol existants, ainsi que les travaux et aménagements décrits doivent satisfaire aux obligations du présent arrêté dans un délai maximum de 2 ans, sauf mention particulière précisée aux articles concernés.

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage participe à l'approvisionnement de la collectivité dans les conditions fixées par celui-ci.

Article 15 : Accès

L'accès au captage du Pas de l'Echelle s'effectue à partir de la route départementale 135.

Article 16 : Mise en œuvre, notifications et publicité de l'arrêté

Le présent arrêté est transmis au maître d'ouvrage en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté ;
- la notification individuelle, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, d'un extrait du présent arrêté aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée, afin de les informer des servitudes qui grèvent leur terrain.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Les propriétaires des parcelles incluses dans les périmètres de protection rapprochée et des parcelles traversées pour l'accès doivent informer les locataires et les exploitants des terrains, de l'établissement de la protection des points d'eau faisant l'objet du présent arrêté ainsi que des servitudes qui s'y rapportent.

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis, est affiché en mairie de Chalancon pendant une durée minimum de deux mois. Un certificat du maire justifie l'accomplissement de cette formalité.

L'acte portant déclaration d'utilité publique est conservé en mairie de la Motte Chalancon. La mairie de Chalancon ou de la Motte Chalancon délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées, et met à leur disposition une copie de l'arrêté.

La mise à jour des documents d'urbanisme est effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de l'arrêté.

Un extrait de cet arrêté est inséré par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée et sur l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

Article 17 : Sanctions applicables en cas de non-respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L1324-3 du Code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau des source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

Article 18 : Droit de recours

Au titre du code de la santé publique et du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble (2 place de Verdun, BP 1135, 38 022 GRENOBLE Cedex 1).

Le délai de recours contre la déclaration d'utilité publique est de 2 mois à compter des mesures de publicité effectuées dans le cas où la notification individuelle est postérieure.

Le délai de recours contre la déclaration d'utilité publique est de 2 mois à compter de la notification individuelle dans le cas où celle-ci est antérieure à la publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 19 : Mesures exécutoires

Monsieur le Préfet de la Drôme, Madame la Sous-préfète de Die, Monsieur le Maire de Chalancon, Monsieur le Maire de la Motte Chalancon, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Drôme.

Fait à Valence,
Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général



Patrick VIEILLESCAZES

Liste des annexes :

Annexe I : plan parcellaire (PPI – PPR – PPE – Accès);

Annexe II : état parcellaire (PPI – PPR – Accès).

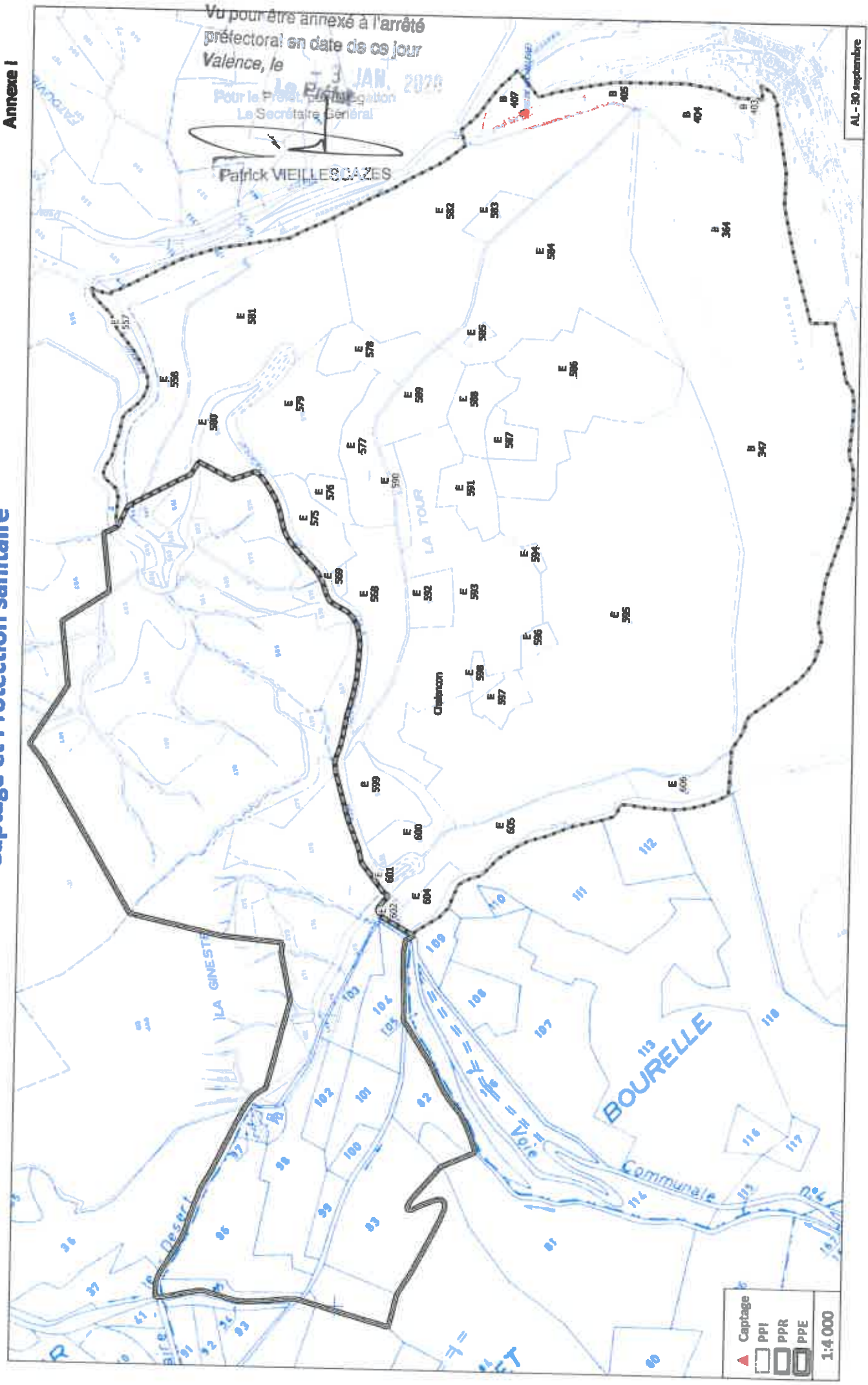
Communes de Chalancon et la Motte-Chalancon

Le Pas de l'Echelle

Captage et Protection sanitaire

Délégation départementale
 de la Drôme
 Santé-Environnement

Annexe I



ETAT PARCELLAIRE

DEPARTEMENT : Drôme

COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON

CAPTAGE DU PAS DE L'ÉCHELLE - PERIMETRE IMMÉDIAT

Commune: Chalyancon

1

[illegible]

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral en date de ce jour
Valence, le - 3 JAN. 1920
Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Patrick VIELLESCAZES

ETAT PARCELLAIRE

DEPARTEMENT : Drôme											
COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON											
CAPTAGE DU PAS DE L'ECELLE - PERIMETRE RAPPROCHE											
Commune: Chalancon											
Page 1											
INDICATIONS CADASTRALES							DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES		
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Conten.	Surfaces en M²						
					Soumis à servit.	Libre de servit.					
LE VILLAGE	B	347	L02	73920	73920		73920			1 COMMUNE DE CHALANCON	
LE VILLAGE	B	405	L02	6230	6230		6230			Mairie	
LE VILLAGE	B	407	L02	9640	2098		2098	7442		26470 CHALANCON	
MOULARD	E	557	L02	2310	2310		2310				
LA TOUR	E	558	L01	11870	11870		11870				
LA TOUR	E	578	L01	15140	15140		15140				
LA TOUR	E	580	L01	3720	3720		3720				
LA TOUR	E	581	L01	28220	28220		28220				
LA TOUR	E	582	L02	40870	40870		40870				
LA TOUR	E	583	L01	2570	2570		2570				

ETAT PARCELLAIRE

Commune: Chalancon										Page: 2	
DEPARTEMENT : Drôme											
COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON											
CAPTAGE DU PAS DE L'ECHELLE - PERIMETRE RAPPROCHE											
INDICATIONS CADASTRALES						DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES			
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²				Noms, prénoms, et domiciles		Dates et lieux de naissance	
				Conten.	Sourmis à servit.	Libre de servit.					
LA TOUR	E	594	L01	38559	38559						
LA TOUR	E	590	T02	1820	1820						
LA TOUR	E	591	L01	5170	5170						
LA TOUR	E	595	L01	117500	117500						
LA TOUR	E	598	L01	1190	1190						
LA TOUR	E	606	L01	3990	3990						

DEPARTEMENT : Drôme COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON CAPTAGE DU PAS DE L'ECELLE - PERIMETRE RAPPROCHE									
Commune: Chalancon		INDICATIONS CADASTRALES				DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES	
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²		Libre de servit.			Dates et lieux de naissance
				Conten.	Soumis à servit.				
LE VILLAGE	B	364	BT03	36028	36028				1 Mr FAURE Ella Albert Le Village 28470 CHALANCON Célibataire
									Né(e) à 0 Le

ETAT PARCELLAIRE

Commune: Chalancon											
DEPARTEMENT : Drôme											
COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON											
CAPTAGE DU PAS DE L'ECELLE - PERIMETRE RAPPROCHÉ											
INDICATIONS CADASTRALES						DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES			
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²						Noms, prénoms, et domiciles	Dates et lieux de naissance
				Conten.	Soumis à servit.						
LE VILLAGE	B	403	L01	1140	1140			1		Mme FAURE Liliane Girette Le Village 26470 CHALANCON Célibataire	Né(e) à CHALANCON (26) Le 03/03/1928
LE VILLAGE	B	404	L01	6239	6239					Mr SYLVESTRE Louis Le Village 26470 CHALANCON Célibataire	Né(e) à CHALANCON (26) Le 28/08/1921

[illegible]

ETAT PARCELLAIRE

Commune: Chalancon DEPARTEMENT : Drôme COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON CAPTAGE DU PAS DE L'ECELLE - PERIMETRE RAPPROCHÉ									
INDICATIONS CADASTRALES									
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²			DATE ET MODE D'ACQUISITION	PROPRIETAIRES	
				Conten.	Sourmis à servit.	Libre de servit.		Noms, prénoms, et domiciles	Dates et lieux de naissance
LA TOUR	E	569	L01	605	605		1 M ^r VERAART Martinus Midel Femme Chamauche 28-470 CHALANCON Cultivateur		Né(e) à STEENBERGEN (99) PAYS BAS Le 24/11/1986
LA TOUR	E	575	L01	5110	5110				
LA TOUR	E	577	L01	7980	7980				
LA TOUR	E	585	L01	520	520				
LA TOUR	E	586	L01	27160	27160				
LA TOUR	E	589	L01	6900	6900		M ^{me} VERAART Spouke Martzen Née VAN DER HEIDE 50 Berenstraat ST STEENBERGEN PAYS BAS		Né(e) à (99) PAYS BAS Le 30/08/1970
LA TOUR	E	594	L01	410	410				
LA TOUR	E	596	L01	1180	1180				
LA TOUR	E	597	L01	2550	2550				
LA TOUR	E	599	T02	6180	6180				

ETAT PARCELLAIRE

DEPARTEMENT : Drôme											
COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON											
CAPTAGE DU PAS DE L'ECHELLE - PERIMETRE RAPPROCHÉ											
Commune: Chalancon											
Page 7											
INDICATIONS CADASTRALES						DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES		Dates et lieux de naissance	
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Conten.	Surfaces en M²				Noms, prénoms, et domiciles		
					Sourmis à servit.	Libre de servit.					
LA TOUR	E	600	L01	5320	5320						

DEPARTEMENT : Drôme COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON CAPTAGE DU PAS DE L'ECHELLE - PERIMETRE RAPPROCHE									
Commune: Chalancon		INDICATIONS CADASTRALES				DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES	
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Conten.	Surfaces en M²				
					Sourdis à servit.	Libre de servit.			
LA TOUR	E	576	L01	2280	2280		1 Usufructier(e) : Mr MORENAS, Jean Berfin Léo Les Aires 26510 REMUZAT Célibataire	Né(e) à LE POET SIGILLAT (26) Le 27/08/1931	
LA TOUR	E	578	L01	6280	6280				
LA TOUR	E	588	L01	5330	5330				
LA TOUR	E	593	L01	39720	39720				
							Usufructier(e) : Mme MORENAS Jeanne Marie Née BOEUF Les Aires 26510 REMUZAT	Né(e) à LYON (2eme) (69) Le 01/06/1937	
							Nu(e)-Propriétaire : Mme MORENAS Chantal Jeanne Les Roules 26510 CORNILLON SUR L OULE Célibataire	Né(e) à NYONS (26) Le 21/01/1980	

ETAT PARCELLAIRE

Commune: Chalancon									
DEPARTEMENT : Drôme									
COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON									
CAPTAGE DU PAS DE L'ECHELLE - PERIMETRE RAPPROCHE									
Page: 2									
INDICATIONS CADASTRALES						DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES	
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²		Libre de servit.		Noms, prénoms, et domiciles	Dates et lieux de naissance
				Conten.	Soumis à servit.				
LA TOUR	E	587	L01	2180	2180			1/ Mme ROUX Carole Jacqueline Née DRIEUX Le Pêche 28470 CHALANCON	Né(e) à LILLE (59) Le 03/03/1989
LA TOUR	E	592	L01	3600	3600				

ETAT PARCELLAIRE

Commune: Chalancon										Page 10	
DEPARTEMENT : Drôme											
COMMUNE DE LA MOTTE CHALANCON											
CAPTAGE DU PAS DE L'ECHELLE - PERIMETRE RAPPROCHE											
INDICATIONS CADASTRALES						DATE ET MODE D'ACQUISITION		PROPRIETAIRES			
Lieu-dit	sect.	N° Parcel	Nat / Classe	Surfaces en M²				Noms, prénoms, et domiciles		Dates et lieux de naissance	
				Conten.	Soumis à servit.						
LA TOUR	E	601	L01	280	280			1 Mr PARFENOFF Michel Ette 4 rue d'Orivaux 95760 val VALMONDOIS Célibataire		Né(e) à CLICHY (75) Le 02/08/1940	
LA TOUR	E	602	S	600	600						
LA TOUR	E	604	T01	2780	2780			M/me ROCHE Nicole Sabine 5 rue de l'Eglise 80130 RAVENEL Célibataire		Né(e) à PARIS (12e) (75) Le 22/08/1936	
LA TOUR	E	606	L01	11380	11380						

